

Les notes

Novembre 2014



Au-delà de l'influence : l'apport économique des étudiants étrangers en France



Avant-propos

Une étude qui apporte des données originales dont la France ne disposait pas à ce jour

Pour mieux cerner l'apport économique des étudiants étrangers à la vie du pays, Campus France a mené une étude en ligne auprès d'un échantillon représentatif de 4 200 étudiants. Le terrain a été confié à l'institut BVA.

Alors que des données diversement approfondies existent déjà sur ce sujet pour les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie, l'Allemagne et quelques autres pays européens, la France ne disposait pas de données précises dans ce domaine, hormis quelques grands agrégats statistiques suivis par le ministère chargé de l'enseignement supérieur.

C'est donc une contribution originale que représente cette étude, qui va nous permettre de débattre au niveau européen avec nos partenaires.

Un bilan économique qui est globalement favorable à la France

Alors que le coût de ces étudiants étrangers pour le budget de l'État peut être évalué à 3 milliards d'euros environ, l'apport des étudiants à notre économie se monte à 4,65 milliards d'euros dont :

- 3 250 millions € en consommation quotidienne de biens et services ;
- 563 millions € en frais d'inscription et de scolarité ;
- 364 millions € en dépenses de transport aérien auprès d'opérateurs français ;
- 466 millions € de dépenses des proches qui rendent visite aux étudiants.

Une dépense importante pour chaque étudiant, qui demande des efforts financiers

- La dépense mensuelle est évaluée à environ 920 €/mois, dont le logement représente 40 % et les frais d'alimentation 26 % (y compris restaurants universitaires).
- Sur l'ensemble des séjours, la dépense totale est supérieure à 20 000 € (sur la base d'un séjour moyen de 22 mois).
- Pour 82 % des étudiants, c'est une dépense jugée lourde et la moitié de ceux-ci indique qu'elle a entraîné des sacrifices financiers importants pour eux ou leur famille.
- Néanmoins, 70 % d'entre eux considèrent dès la fin du séjour que cet investissement financier a été rentable.

La majorité d'entre eux (65 % à 85 %) deviennent à l'issue de leur séjour d'étudiants des consommateurs et prescripteurs :

- de produits français ;
- d'études en France ;
- de relations avec les entreprises françaises ;
- de tourisme en France.

La plupart des non francophones terminent leur séjour en ayant nettement progressé dans la maîtrise de la langue française et souhaitent garder des contacts avec la France.

Au total, il apparaît nettement qu'en accueillant les étudiants étrangers, l'État français bénéficie d'une importante entrée de flux financiers générant un solde financier positif. Accueillir des étudiants étrangers est donc pour la France une source de richesses immédiates, mais aussi une source de prospérité économique et d'influence diplomatique à long terme.

Étude auprès des étudiants étrangers en France

chiffres clés

Une mobilité internationale des étudiants en constante progression : 4 millions d'étudiants en 2012¹, soit + 15 % en 3 ans, + 100 % en 12 ans.

295 084 étudiants étrangers en France en 2013-2014², soit + 11% en 5 ans.

Des étudiants du monde entier : chaque année des étudiants originaires de 190 pays différents.

Pour 54 d'entre eux, le nombre d'étudiants venant étudier en France dépasse le millier (43 % d'Afrique, 26 % d'Europe, 19 % d'Asie, 8 % d'Amérique, 4 % du Moyen-Orient).

La France est le troisième pays d'accueil des étudiants étrangers et le premier pays d'accueil non anglophone (7 % des 4 millions d'étudiants mobiles à l'international).

1- Source : UNESCO ; 2- Source : MENESR 2014

Méthodologie de l'étude

► Modalités d'interrogation

L'étude a été réalisée en ligne du 26 septembre 2014 au 27 octobre 2014. **Le terrain a été confié à l'institut BVA.** Les étudiants interrogés étaient soit invités à participer à l'étude via un e-mail personnel d'invitation (2/3 de la participation), soit invités à se connecter sur un lien en accès libre (1/3).

► Démarche qualité

Dans l'optique de garantir une bonne **représentativité de l'échantillon**, deux précautions ont été prises :

→ **au stade du recueil de l'information : une large diversification des sources de contacts.**

- Les étudiants gérés par Campus France au cours des 3 dernières années.
- Les étudiants ayant répondu au baromètre Campus France TNS Sofrès réalisé en 2013 et qui avaient accepté d'être recontactés (eux-mêmes issus de multiples sources indépendantes).
- Les étudiants contactés par les établissements supérieurs membres du Forum Campus France (300 établissements).

Le questionnaire a été proposé en **4 langues** : Français, Anglais, Espagnol, Chinois.

→ **au stade du traitement des données : un redressement de l'échantillon final.**

Afin de corriger les écarts avec la population de référence, un redressement a été effectué sur 4 critères retenus pour leur pertinence : origine géographique de l'étudiant (9 zones), type d'établissement supérieur fréquenté (6 types), niveau d'études (4 niveaux), bénéficiaires de bourses du gouvernement français (2 profils).

Un échantillon concerné et qualifié : afin de disposer d'un échantillon qualifié, ont été exclus les répondants qui ne bénéficiaient pas d'un minimum de 3 mois d'expérience en France (manque de recul) ou dont le séjour datait de plus de 3 ans (risque de réponses approximatives par oubli).

Des contrôles de cohérence : une relecture logique de chaque questionnaire a été effectuée, afin de retirer ceux qui présentaient des incohérences dans les réponses¹. Bien que l'incohérence se limitait souvent à une seule réponse, ont été exclus par principe de précaution 8 % de l'échantillon initial. Ce taux, faible au regard du caractère très technique de l'enquête, est un indicateur supplémentaire de la bonne qualité générale des réponses, et donc de leur fiabilité.

► Un solide échantillon final :

A l'issue de ces contrôles qualité stricts, l'analyse porte sur **4 200 questionnaires représentatifs des populations étudiantes étrangères ayant effectué un séjour d'études** de 3 mois minimum, au cours des 3 dernières années, ou ayant entamé leur séjour d'études depuis au moins 3 mois.

L'analyse et la synthèse des résultats portent sur :

1. **Les données générales sur les étudiants étrangers en France.**
2. **L'apport financier, pour la France, des étudiants étrangers.**
3. **Le coût pour la France de la formation des étudiants étrangers.**
4. **Le coût total d'un séjour d'études en France pour un étudiant étranger.**
5. **Le poids financier du séjour côté étudiants.**
6. **Au-delà de l'apport financier immédiat : les multiples autres intérêts de la France à accueillir des étudiants étrangers.**
7. **L'investissement financier est-il considéré comme rentable par les étudiants ?**

1- Exemple : une dépense mensuelle de 1 000 € et une dépense totale de 5 000 € pour un séjour de 12 mois.

Analyse et synthèse des résultats

► 1. Les données générales sur les étudiants étrangers en France

Combien sont-ils et combien de temps passent-ils en France ?

Au cours des trois dernières années (période de référence de l'enquête), le nombre d'étudiants étrangers en France a progressé de 3,2 %, passant de 285 000 en 2010-2011 à 295 000 en 2013-2014 (source MENESR).

Parmi les étudiants étrangers en France¹, 31 % ont déjà effectué un séjour dans le pays par le passé, dont environ la moitié pour des raisons liées aux études (« autre séjour d'études », « cours de langues », etc.).

En moyenne, ceux qui ont terminé leur séjour d'études en France ont totalisé 26 mois de présence dont 12 sur le dernier séjour, mais une petite partie d'entre eux est susceptible de revenir pour un nouveau séjour. Les étudiants en cours de séjour estiment qu'ils resteront au total 30 mois en France.

Nous pouvons estimer à 28 mois le temps passé en moyenne en France par les étudiants étrangers qui choisissent la France pour poursuivre leurs études. Ils le feront en un ou plusieurs séjours, consécutifs ou non.

Comment se répartissent-ils ?

L'Île-de-France capte à elle-seule 28 % des étudiants étrangers, le Sud-Est 26 %, l'Est 19 %, le Sud-Ouest 13 %, l'Ouest 14% (source MENESR).

Ils vivent généralement dans des zones denses : la moitié d'entre eux fait ses études dans des grandes villes de plus de 200 000 habitants et 45 % dans des communes où la proportion d'étudiants dépasse 15 % de la population.

Près de 3 étudiants sur 4 sont inscrits à l'université, dont la moitié au niveau Master ou Doctorat. 14 % vont en écoles d'ingénieurs ou écoles de commerce.

Comment se logent-ils ?

Un étudiant étranger sur deux vit en résidence collective, mais ce taux monte à 60 % chez les étudiants issus des pays où le revenu par habitant est le plus bas. Parmi eux, 63 % vivent dans une résidence universitaire. Ce type de logement accueille donc un tiers des étudiants étrangers.

L'autre moitié vit en logement indépendant et parmi eux 73 % ne partagent pas leur logement.

Au total, tous modes d'hébergement confondus, 69 % vivent seuls dans leur logement. Les étudiants issus des pays à fort pouvoir d'achat vivent en colocation ou en couple dans 42 % des cas contre seulement 23 % pour les ressortissants des pays à faible pouvoir d'achat.

Comment vivent-ils leur séjour ?

Le fait d'être isolé dans le logement participe à ce que **45 % déclarent que l'éloignement de leur famille est difficile à supporter**. Plus la durée du séjour s'allonge et plus le niveau de vie du pays d'origine est bas, plus l'éloignement est pénible. Il pèse plus nettement chez les étudiants d'Afrique et du Moyen-Orient (62 %) et nettement moins pour les étudiants de l'Union européenne ainsi que pour les étudiants d'Asie (30 %) pourtant particulièrement éloignés.

L'intégration dans la société française est bien vécue par 62 % des étudiants et particulièrement par ceux d'Afrique du Nord (77 %) et ceux d'Amérique Centrale et des Caraïbes (73 %). En revanche, 47 % des étudiants d'Asie-Océanie et 44 % de ceux du Moyen-Orient avouent avoir eu des difficultés à s'intégrer. Les étudiants européens hors UE ont des résultats plus contrastés : une majorité déclare s'être bien intégrée mais ils sont aussi ceux qui ont été les plus nombreux à déclarer avoir eu beaucoup de difficultés à s'intégrer (17 %). A noter, la majorité des étudiants se sont quand même bien intégrés.

► 2. L'apport financier, pour la France, des étudiants étrangers

Cet apport correspond aux frais de séjours (logement, vie quotidienne...), auxquels peuvent être ajoutés des apports annexes comme, principalement, les achats de billets d'avions à des transporteurs français ou les dépenses touristiques des proches qui rendent visite aux étudiants pendant leur séjour en France.

► Les frais de vie courante durant le séjour

La diversité des profils étudiés par l'enquête rend complexe le calcul d'un montant moyen de référence. Difficile, par exemple, d'associer dans une même moyenne des étudiants ayant terminé leur séjour, avec le recul qui en découle sur leurs dépenses, et des étudiants en cours de séjour qui projettent les dépenses à venir.

► DÉPENSES MENSUELLES des étudiants étrangers ayant récemment terminé leur séjour d'études en France (depuis 2010)

1. Loyer + charges	383,15 €	41,60%
2. Frais de vie quotidienne (alimentation hors resto U, vêtements)	202,84 €	22,00%
3. Activités sociales-loisirs (sport, sorties...)	100,07 €	10,90%
5. Frais de transports mensuels	60,08 €	6,50%
4. Resto U	55,99 €	6,10%
9. Autres dépenses diverses	45,97 €	5,00%
6. Frais de communication (Tél, Internet...)	29,34 €	3,20%
7. Mutuelles/Assurances	25,90 €	2,80%
8. Autres frais de santé	17,32 €	1,90%
TOTAL Mensuel	920,66 €	100%

1- 44% des répondants avaient terminé leur séjour d'études au moment de l'enquête (séjour effectué en 2013 ou 2014 pour 82%, les autres en 2010 à 2012) et 56% étaient en cours.

La population de référence la plus solide et précise dans ses évaluations est celle des étudiants ayant récemment terminé leur séjour, elle sert donc ici de base au calcul des frais de séjours mensuels.

Ces mêmes étudiants estimaient spontanément avant d'avoir détaillé leurs dépenses, leur budget dépenses mensuelles à 835 €. Ce phénomène courant dans les enquêtes, indique que les étudiants ont tendance à conserver un souvenir de leurs dépenses légèrement inférieur à la réalité. Le différentiel reste toutefois limité à 10 %, ce qui permet de confirmer que **la réalité est probablement très proche de ces montants.**

Cette moyenne recouvre en fait **une large amplitude de situation**¹ : alors que 10 % ont dépensé moins de 500 € par mois, 20 % dépassent 1 100 € mensuels. Le coût du logement qui représente à lui-seul 42 % des dépenses, intervient fortement sur le budget. Le niveau de vie initial de l'étudiant et des aides qu'il perçoit (parents, bourses, etc.) influe également.

Hors frais d'inscription, sur 12 mois, un étudiant étranger dépense environ 11 048 € sur le territoire français

Sachant que le nombre d'étudiants étrangers s'élève à 295 000², nous pouvons calculer **qu'ils dépensent sur ces seuls postes budgétaires étudiés 3,260 milliards d'euros, chaque année, sur le territoire français.**

► Les frais d'inscription

Ces frais d'inscription sont très variables selon les établissements fréquentés et le niveau d'études, passant de quelques centaines d'euros pour un étudiant en Licence à l'Université, à plus de 13 000 euros pour un étudiant en troisième année des Grandes Écoles de commerce les plus prestigieuses. Si l'on se réfère aux étudiants ayant terminé leur séjour, leur montant moyen annuel des frais d'inscription s'est élevé à environ 1 910 €³, **soit 563,5 millions d'euros annuels** pour l'ensemble des étudiants étrangers.

► Les devises touristiques apportées par les proches

A cette somme, il faut ajouter les **dépenses générées par les proches qui viennent rendre visite aux étudiants dans 53,8 % des cas** (soit 158 750 étudiants concernés chaque année). Le nombre moyen de jours de ces visites en France s'élève à 28 jours par étudiant concerné, soit un total de : 4,445 millions de jours par année de référence.

La dépense moyenne et quotidienne d'un touriste étranger en France est estimée à 105 € (rapport du Sénat de 2011³), le budget touristique généré serait donc de : **466,7 millions d'euros chaque année.**

L'effet sur l'emploi dans le secteur touristique des séjours des proches de ces étudiants serait, selon les bases de calcul de ce même rapport du Sénat, **d'environ 12 000 emplois générés.**

► L'impact financier pour le transport aérien français

Les étudiants estiment dépenser environ 1 234 € sur les transporteurs français, ce qui correspond à un total de **364,133 millions d'euros** pour les 295 084 étudiants.

Conclusion

Estimation de l'apport économique global immédiat des étudiants ou de leurs proches, sur le territoire français, durant le seul séjour d'études = 4,654 milliards d'euros annuels

A ce montant peuvent aussi être ajoutées les sommes dépensées par les étudiants étrangers auprès d'organismes enseignant la langue française pour améliorer leur niveau.

36,4 % suivent des cours de français dont 52,6 % dans des organismes français (soit 56 500 étudiants), pour un montant moyen de 1 204 € = 68 millions d'euros. Ces montants bénéficient généralement à des établissements français. Cependant ces cours pouvant aussi être pris en dehors du territoire français, ils n'ont pas été intégrés au total général qui porte sur les dépenses effectuées en France.

Pour calculer l'apport économique net, doivent être retranchés du calcul précédent les bourses d'études du Gouvernement français (MAEDI) = 55 millions d'euros.

Une partie de ce montant est financé par les salaires perçus par les étudiants durant le séjour d'études : sachant que 41 % des étudiants ont exercé une activité sur le territoire pour une moyenne de 6 976 € sur 28 mois. Ramenés à l'année, cela représente donc 120 984 étudiants actifs qui gagnent en moyenne 2 990 €, soit un total de revenus égal à 362 millions d'euros.

A noter qu'à travers ces emplois rémunérés, les étudiants consomment en France et paient des cotisations sociales comme tout salarié, y compris maladie et vieillesse, dont pourtant ils bénéficient rarement.

1- Ecart-type = 463

2- Sources MENESR-DGSIP2013-2014

3- Frais moyens déclarés par les étudiants dans l'enquête (forte variation entre Universités et Grandes Ecoles)

► 3. Le coût pour la France de la formation des étudiants étrangers

Préambule : ce chapitre ne fait pas partie de l'étude stricto sensu et pourrait être probablement affiné par les services statistiques du MENESR et du MAEDI. Néanmoins, il paraît utile de le développer afin de proposer une vue d'ensemble sur la notion d'impact économique des étudiants étrangers dans leur globalité et non uniquement comme source de rentrées financières.

► Le budget de l'enseignement supérieur appliqué aux étudiants étrangers

Ce calcul nécessiterait à lui seul un développement détaillé. Néanmoins, en considérant arbitrairement qu'un étudiant étranger entraîne des investissements identiques aux étudiants français (mêmes locaux, enseignants, logements, équipements...), il est possible d'effectuer une estimation annuelle réaliste.

Sachant que le budget annuel de l'enseignement supérieur est de 23 milliards d'euros pour 2 387 000 étudiants inscrits dans les établissements d'enseignement supérieur de tous types, une somme de 9 635 € est affectée en moyenne par étudiant.

Soit : 2,843 milliards d'euros de coûts annuels pour les 295 084 étudiants étrangers.

Mais ce chiffre est largement supérieur à la réalité du surcoût entraîné par la présence d'étudiants étrangers dans l'enseignement supérieur français, car **le vrai coût n'est pas le coût total, mais le coût marginal**, qui correspond aux dépenses supplémentaires et non aux dépenses courantes difficilement compressibles.

En d'autres termes, sans la présence des étudiants étrangers, le budget ne diminuerait que partiellement car il faudrait toujours entretenir les locaux, rémunérer les professeurs statutaires, financer les labos de recherche, etc.

► Les bourses d'études du Gouvernement français (MAEDI) accordées aux étudiants étrangers sur fonds publics de l'État : 55 millions d'euros.

Ces bourses sont distribuées à une minorité d'étudiants étrangers que l'on peut estimer à environ 12 000, soit 1 étudiant étranger sur 25.

Le budget total d'aides financières allouées par le MAEDI est de 65 millions d'euros, y compris des bourses de stages de moins de 3 mois, en dehors du champ de cette étude, ce qui permet d'estimer à 55 millions d'euros la part annuelle allouée aux étudiants étrangers pour leur séjour d'études¹.

► Les autres aides possibles :

- L'aide au logement : 210 millions d'euros²
- Les aides CROUS & restauration universitaire : prises en compte dans le budget du MENESR (cf. budget de l'enseignement supérieur appliqué aux étudiants étrangers)
- Les aides des Collectivités territoriales.
- Les aides de certains établissements d'enseignement supérieur.

Bilan financier

Même si on occulte le fait que les aides publiques françaises sont réinjectées par les étudiants via leur consommation sur le territoire pendant le séjour, **il apparaît clairement qu'en accueillant les étudiants étrangers, l'État français bénéficie d'une importante entrée de flux financiers générant un solde financier positif.**

Dépenses globales en France des étudiants étrangers et de leurs proches, y compris les frais d'inscription (4,654 milliards d'euros)

Aides directes et indirectes pour les étudiants étrangers (2 843 Milliards d'euros + 55 millions d'euros + autres aides diverses)

L'apport économique net annuel avoisine 1,7 milliard d'euros.

► 4. Quel est le coût total d'un séjour d'études en France pour un étudiant étranger ?

► Coût total du séjour, estimé par les étudiants

base = 4 241	%
Moins de 10 000 euros	31,5
10 000 à moins de 20 000 euros	23,3
20 000 à moins de 30 000 euros	13,2
30 000 à moins de 50 000 euros	14,9
50 000 euros et plus	10,2
Je suis incapable de l'évaluer, même approximativement.	5,3
Je ne veux pas répondre à cette question	1,6
Moyenne	19 927

Cette somme proche de 20 000 € est probablement un peu inférieure à la réalité.

En effet, lorsqu'on rapproche ce montant de la somme des coûts mensuels de dépenses courantes auxquelles on ajoute les frais de voyages entre le pays d'origine et la France et le financement d'éventuels cours préalables de français, il

1- A ce montant pourrait être ajouté les aides des collectivités territoriales et de certains établissements d'enseignement supérieur qui accordent des bourses aux étudiants étrangers, mais dans des proportions modestes par rapport à l'ensemble de cette population.

2- Base de calcul = 1,7 milliard d'euros annuels pour l'ensemble des 2 387 000 étudiants x 12,32% d'étudiants étrangers inscrits en France.

apparaît un différentiel de 10 % à 20 % selon les groupes de populations étudiés.

C'est pourquoi on peut estimer de façon réaliste qu'un étudiant étranger qui vient faire ses études en France devra y consacrer une moyenne de 23 000 €. Il s'agit d'une moyenne purement indicative car selon la durée du séjour, le type d'études, la filière, le niveau d'études, la capacité à être ou non hébergé, etc., le montant du séjour peut varier de moins de 12 000 € pour un tiers des étudiants à plus de 30 000 € pour plus du quart d'entre eux.

► 5. Le poids financier du séjour côté étudiants

► **Concernant le poids des dépenses obligatoires (logement + nourriture + transport), une majorité (55%) explique qu'elles sont difficiles à supporter dont 18 % vraiment très difficiles.**

Environ 6 étudiants africains sur 10 le signalent et un quart retient le terme « très difficile ». Les étudiants européens sont également 62 % à émettre des avis majoritairement négatifs. Il faut aller en Asie-Océanie (62 %) et en Amérique du Nord (59 %) pour trouver une nette majorité d'avis positifs sur cette question. On n'observe pas de corrélation directe entre le niveau de vie du pays d'origine et la difficulté à assumer le poids financier du séjour.

► **Les frais directement liés aux études (inscriptions, livres, fournitures et autres dépenses directement liées à l'enseignement) sont considérés faciles à supporter** par 67 % et seulement 10 % les qualifient de « très difficiles à supporter ».

Les avis les plus critiques émanent des étudiants originaires d'Afrique du Nord mais restent minoritaires (46 %).

NB : Avant de venir en France, pour mieux préparer leur séjour, 36 % suivent des cours de langue et environ la moitié choisit pour cela de s'adresser à des organismes français (Alliances françaises, Instituts français, autres établissements donnant des cours de français langue étrangère - FLE), pour un coût moyen de 1 203 €, très variable (22 % < 250 € / 13 % > 2 000 €).

► **Le financement des voyages entre le pays d'origine et la France représente un budget conséquent pour ces étudiants.**

Très variable selon la distance, le coût moyen est estimé à 771 € mais 20 % dépassent la barre des 1 000 €. Sachant qu'un étudiant déclare réaliser entre 2 et 3 voyages aller-retour pendant son séjour, il devra prévoir un budget moyen de 2 000 € dont 60 % sur des compagnies françaises.

• **Pour plus de 8 étudiants sur 10, financer ses études en France est un véritable effort financier.**

• **Pour 4 étudiants sur 10, la famille a dû consentir des sacrifices financiers importants.**

Loin de l'image de l'étudiant touriste qui profite de la vie dans l'insouciance, l'étude démontre que le choix du séjour implique d'anticiper une dépense financière importante et parfois très lourde à supporter. Seul 1 étudiant sur 6 considère cet aspect secondaire et il n'est pas certain que sa famille qui finance soit systématiquement de cet avis...

Pour dépasser la simple opinion générale, il était demandé aux étudiants d'estimer à combien de mois de revenus de leurs parents correspondait le coût du dernier séjour d'étude en France. Le chiffre parle de lui-même : **19,3 mois de revenus en moyenne.** Si l'on raisonne non plus en revenus mais en capacité d'épargne, cela représente donc plusieurs années d'économies et pour nombre de familles l'un des principaux investissements de leur vie.

Ce chiffre est confirmé par le fait que **87 % des étudiants étrangers en France sont originaires de pays aux revenus par habitants moyens ou faibles**¹.

NB : Ramené à la France, un budget de 19 927 € correspond à 14 mois de revenus disponibles moyens d'un ménage français (17 564€). En capacité d'épargne (15%), un ménage français doit épargner pendant 7 ans et demi pour réunir ce budget.

Plusieurs facteurs expliquent néanmoins que ces étudiants parviennent à financer leur séjour d'études :

• **des parents issus de classes supérieures** : dans 61% des cas, au moins l'un des deux parents a atteint un niveau d'études supérieures, ce qui, en particulier dans les pays les moins riches, implique souvent d'être issu des classes sociales favorisées avec accès à des emplois mieux rémunérés. La mobilité des étudiants étrangers est donc fortement influencée par l'origine sociale des étudiants.

Dans 80 % des cas, les proches aident l'étudiant à hauteur de 10 600 €, soit environ la moitié du coût total du séjour ;

• **une minorité d'étudiants bénéficie de bourses** : dans le cadre de l'étude, les étudiants boursiers

► Q* : Diriez-vous que l'effort financier pour vous et/ou votre famille a été...

Base = 3 715 exprimés	% exprimés
Une dépense qui a impliqué des sacrifices financiers importants	41,8
Une dépense qui a impliqué des efforts financiers mais pas de grands sacrifices	41,1
Objectivement, le financement de mes études en France n'a pas été particulièrement difficile	17,1

¹ - Classement FMI 2014 des pays du monde en 4 classes : 33 élevés, 33 moyen-hauts, 65 moyen-bas, 62 faibles.

ont estimé que le montant total de leurs bourses couvrirait environ la moitié de leurs dépenses courantes. Cependant, qu'elles soient données par le MAEDI, les Collectivités territoriales, les gouvernements étrangers, l'Union Européenne, des établissements privés (établissements d'études, entreprises, fondations...), les bourses ne bénéficient qu'à une petite minorité d'étudiants¹ ;

• **un travail pendant le séjour** : 41 % y ont recours, même si ce n'était indispensable financièrement que pour 45 % et pour soulager leurs parents dans 36 % des cas. En moyenne, les étudiants qui travaillent gagnent 6 975 € au cours de leur séjour, soit un revenu d'appoint d'environ 317 € mensuels pour ceux qui travaillent ou 132 € en moyenne pour l'ensemble des étudiants étrangers.

► 6. Au-delà de l'apport financier immédiat, autres intérêts de la France à accueillir des étudiants étrangers.

L'impact positif des étudiants étrangers sur la société française est multiple.

► Un impact important et durable en matière économique :

BILAN D'IMPACT DU SÉJOUR : Pensez-vous que votre séjour en France aura dans l'avenir un effet positif sur votre envie...

	Oui, certainement	Oui, je pense	Sous-total OUI	Je ne sais pas	NON
de consommer des produits alimentaires français	36,6%	36,5%	73,1%	12,2%	14,7%
d'acheter des produits de luxe français	20,9%	28,1%	49,0%	14,7%	36,3%
d'acheter des produits made in France	30,1%	38,2%	68,3%	14,4%	17,3%
de travailler avec des entreprises françaises	39,3%	38,1%	77,4%	13,1%	9,5%
de travailler avec des Français	37,0%	39,6%	76,6%	11,5%	11,9%
de revenir en France pour du tourisme	58,5%	26,8%	85,3%	9,9%	4,9%

9 étudiants sur 10 ont la certitude que leur séjour en France aura au moins un impact économique durable parmi ceux proposés dans l'étude :

- le séjour a eu un effet positif sur leur **envie de consommer des produits** alimentaires français (73 %), des produits manufacturés made in France (68 %), y compris des produits de luxe (49 %) ;
- le séjour leur a également donné **envie de travailler avec la France** : 77 % sont désormais plus enclins à travailler avec les entreprises françaises ou avec des Français ;
- enfin, 85 % ont désormais encore plus envie **de revenir en France dans le cadre touristique** dont 58 % qui en sont certains.

► Un impact très positif sur l'image de la France et des Français à l'étranger

Les étudiants étrangers sont sept fois plus nombreux à terminer leur séjour avec une meilleure image qu'une image détériorée de la France, et quatre fois plus nombreux avec une meilleure image qu'une image détériorée du peuple français.

Q° : Quel impact a eu votre séjour...

	Très positif	Plutôt positif	Sous-total positif	Aucun effet ou nsp	Négatif
... Sur votre image de la France en général	22,2%	48,3%	70,5%	20,3%	9,2%
... Sur votre image du peuple français	17,4%	45,8%	63,2%	22,8%	14,0%

¹ - Du fait de la diversité des sources de bourses, il est difficile d'évaluer cette proportion, probablement dans une fourchette de 10% à 15%.

► **Un impact important et durable en matière de prescription de la France dans de nombreux domaines :**

BILAN EN MATIÈRE DE PRESCRIPTION : Pensez-vous que votre séjour en France aura dans l'avenir un effet positif sur votre envie de recommander la France dans les domaines suivants...?

	Oui, certainement	Oui, je pense	Sous-total OUI	Je ne sais pas	NON
Pour des vacances	59,5%	27,3%	86,8%	10,0%	3,2%
Pour un séjour d'études	49,9%	31,6%	81,5%	9,8%	8,7%
Pour y travailler	28,7%	37,6%	66,3%	14,8%	18,9%
Pour y vivre	26,9%	34,0%	60,9%	15,1%	24,0%
Pour y investir	16,5%	28,2%	44,7%	23,6%	31,6%

Seul 1 étudiant sur 10 quitte la France sans être disposé à la recommander dans au moins un des cinq domaines testés.

A l'issue de leur propre expérience, rares sont les étudiants étrangers qui ne recommanderaient pas le pays pour « y suivre des études supérieures » ou « y passer des vacances ». Ils sont encore 66 % à la recommander **pour « y travailler »** contre 19 % qui la déconseilleraient.

Pour « y vivre », 61 % seraient prêts à prescrire la France après y avoir vécu, contre 24 % d'un avis opposé.

Il n'y a que sur l'intérêt d'« y investir » que les avis sont plus partagés mais, y compris sur ce thème, 45 % sont positifs contre 32 % négatifs.

► **Un impact important et durable sur la francophonie :**

Q° : Quel impact a eu votre séjour en France sur votre niveau de français ?

	%
Sous-Total : Une amélioration	66,4
Une nette amélioration	50,9
Une petite amélioration	15,4
Ne se prononce pas	8,9
Aucune amélioration, car je maîtrisais déjà très bien la langue	23,8
Aucune amélioration, mon niveau est resté faible	0,9
Sous-Total : Aucune amélioration	24,7

Dans 2 cas sur 3, le séjour a permis à l'étudiant d'améliorer son niveau de français et la moitié estime que cette amélioration est nette.

Si l'on exclut ceux qui maîtrisaient la langue avant le séjour, **12 étudiants sur 13 confirment** avoir fait des progrès.

Ces progrès seront d'autant plus durables que la plupart serait favorable à travailler avec des entreprises françaises ou des ressortissants français.

► Une participation à la dynamique locale :

Près d'1 étudiant sur 2 participe régulièrement à l'animation des campus, de leur ville d'accueil, d'associations culturelles ou clubs sportifs.

<i>Je participe</i>	Régulièrement	Parfois	Total participant
A la vie d'associations sportives et/ou culturelles de votre établissement d'études	20,4%	40,2%	60,6%
A la vie d'associations sportives et/ou culturelles en dehors de votre établissement d'études	14,2%	37,5%	51,7%
A des soirées organisées sur le lieu de vos études	17,8%	45,3%	63,1%
A des événements culturels ou sportifs organisés dans la ville où vous avez habité	23,0%	50,9%	73,9%
A des événements culturels ou sportifs dans la région où vous avez habité	14,1%	46,8%	60,9%
Sous-Total : Au moins une participation sociale régulière		46,3%	

Base : 4241

► Une ouverture de la population française sur le monde

Q° : Grâce à vos contacts avec des Français pendant votre séjour, pensez-vous que vous avez ...

	Oui, je l'ai constaté	Oui, je le pense	Total OUI
Donné envie à certains Français de voyager, de découvrir le monde	32,5%	39,1%	71,6%
Donné envie à des étudiants français d'enrichir leur formation, comme vous, par des études à l'étranger	23,2%	38,2%	61,4%
Permis à des Français de découvrir ou de mieux connaître votre pays d'origine	42,2%	37,9%	80,1%

Une très nette majorité des étudiants étrangers est convaincue d'avoir ouvert les Français qu'ils ont rencontré sur le monde, leur culture, l'attrait des études à l'étranger.

Pour mieux appréhender l'importance de cette ouverture sur le monde, il faut la mettre en perspective du faible nombre actuel d'étudiants français qui décident ou peuvent compléter leur formation par une expérience d'études à l'étranger, de plus en plus réclamée par les employeurs : environ 62 000¹ départs annuels sur 2 093 000 étudiants nationaux (soit seulement 1 étudiant national sur 32).

► 7. L'investissement financier est-il considéré comme rentable par les étudiants ?

Avant de venir en France, 1 étudiant sur 2 plaçait la volonté d'investir dans des études à l'étranger parmi ses critères de motivation, et seulement 1 sur 6 en faisait la première motivation. Les proportions sont équivalentes pour tous les types d'établissements d'enseignement supérieur fréquentés.

A l'issue du séjour, le bilan est nettement positif. Si 18 % ne peuvent se déterminer au moment de l'enquête (notamment ceux qui sont arrivés en France le plus récemment), **68 % sont convaincus de la rentabilité de leur séjour et 14 % seulement en doutent. Sur la base du total des étudiants qui ont répondu à la question, le ratio s'élève à 80/20.**

1- Source UNESCO 2014 relative à l'année 2012

► Q° : Considérez-vous que votre séjour d'études en France sera pour votre avenir un investissement financier...

	%
Sous-Total : Rentable	68,3
Très rentable	22,3
Rentable	46,0
Je ne sais pas	17,6
Plutôt pas rentable	11,9
Pas du tout rentable	2,3
Sous-Total : Pas rentable	14,2

S'il est nettement favorable, ce ratio indique néanmoins que le poids financier du séjour d'études est suffisamment élevé pour qu'1 étudiant sur 5 s'interroge sur sa pertinence sur le seul plan financier. D'autres aspects positifs viennent néanmoins compenser les aspects négatifs et expliquent **qu'au final 9 étudiants étrangers sur 10 se déclarent satisfaits de leur séjour.**¹

Principaux enseignements de l'étude

L'accueil des étudiants étrangers est un investissement durable, avec un fort retour sur investissement pour de nombreux secteurs de l'économie. Cette opinion, largement partagée par les acteurs de la mobilité internationale à travers le monde, est validée par l'enquête.

L'étude démontre, de manière moins attendue, que le coût pour la collectivité de l'accueil et de la formation des étudiants étrangers, est immédiatement plus que remboursé au cours du séjour de l'étudiant, avec **un solde positif annuel qui dépasse le milliard et demi d'euros.**

Les aides financières publiques sont immédiatement réinvesties dans l'économie française et génératrices d'emplois sur le territoire.

Les étudiants étrangers que la France accueille en séjours d'études sont **d'excellents ambassadeurs** dont, chaque année, plus de **250 000 nouveaux étudiants sont prêts à prescrire la France dans tous les domaines** (études, tourisme, échanges commerciaux...). Ils représentent également **4,5 milliards d'euros de flux financiers supplémentaires, 41% des doctorants, 11 000 emplois dans le tourisme, etc.**

L'étude permet de vérifier l'attachement durable de l'étudiant à la France au-delà de son séjour d'études. Plus de trois étudiants sur quatre conservent des attaches amicales avec la France² et 94 % envisagent l'idée de rejoindre **le réseau France Alumni lancé fin novembre 2014**³.

Enfin, ces étudiants ont une vie sociale développée. Ils s'intègrent dans l'économie et la vie locale qu'ils contribuent à animer. Ils sont **une fenêtre ouverte sur le monde pour les Français qui les côtoient.**

Les étudiants étrangers sont donc une source de revenus et non un coût pour le pays, y compris à court terme. Ils sont assurément un investissement d'avenir très rentable pour la France.

Si elles diffèrent dans leurs méthodes, les études menées par les autres pays pour mesurer précisément les retombées économiques de l'accueil des étudiants internationaux parviennent aux mêmes conclusions : elles se recoupent quant à l'intérêt des pays d'accueil à accroître leur attractivité.

C'est une sélection de ces études que cette note se propose maintenant d'explorer.

1- La qualité de la vie, la découverte de la culture française, l'attrait touristique, etc., font partie de ces aspects positifs qui contribuent à la satisfaction globale du séjour (Source Baromètre Campus France TNS Sofrès Image et attractivité de la France auprès des étudiants étrangers, nov. 2013).

2- Base 5 500 étudiants étrangers ayant effectué un séjour d'études, source baromètre Campus France-TNS Sofrès Image et attractivité de la France auprès des étudiants étrangers, 2013.

3- Étude réalisée par Campus France en juillet 2014 sur 2 245 anciens étudiants ayant étudié en France.

État des lieux et synthèse de quelques études menées par d'autres pays d'accueil

1. Une prise de conscience croissante des pays d'accueil

Aux États-Unis, chaque année depuis 2003, la NAFSA (*Association of International Educators*) réalise des enquêtes sur les bénéfices économiques des étudiants internationaux, en collectant plusieurs sources officielles.

De nombreux autres pays se sont depuis lancés dans de telles évaluations : le Canada, le Royaume-Uni, l'Australie... et de façon plus ponctuelle, l'Europe continentale. La plupart du temps, ces études sont menées par des acteurs publics.

► Les méthodologies

Dans toutes ces enquêtes, la population considérée est celle des étudiants internationaux définis comme ceux ayant obtenu leur diplôme de fin d'études secondaires dans un autre pays que celui où ils résident pour l'obtention de leur Licence ou Master.

D'une enquête à l'autre, les méthodologies diffèrent plus ou moins profondément, ce qui implique une relative prudence dans toute approche comparative. Ainsi, les années considérées sont soit l'année civile soit l'année universitaire ; certaines enquêtes sont nationales alors que d'autres se concentrent sur une région ou un groupe d'établissements d'enseignement supérieur, etc.

L'impact économique est le plus souvent mesuré au moyen de trois indicateurs, isolés ou combinés :

- les dépenses courantes des étudiants pendant leur séjour ;
- leurs frais de scolarité ;
- les emplois induits générés directement ou indirectement.

La question de l'évaluation des retombées économiques est donc complexe par son ampleur et ses nombreuses ramifications, au point que la plupart des rapports d'études soulignent que les estimations des retombées économiques restent partielles et se situent probablement en deçà de la réalité.

► Des résultats positifs et nettement bénéficiaires pour l'économie du pays d'accueil

Selon les pays et les champs d'études, les retombées économiques des étudiants internationaux s'évaluent de 1,5 milliards € pour l'Allemagne, à 19 milliards € pour les États-Unis. Les créations d'emplois se mesurent en dizaines ou centaines de milliers de poste : de 22 000 pour l'Allemagne à plus de 300 000 aux États-Unis.

Autre constat majeur et récurrent : ces dernières années sont marquées par un fort accroissement de ces retombées pour les pays. Aux États-Unis et au Royaume-Uni, cette contribution a ainsi pratiquement doublé en une décennie.

Un poids souvent conséquent à l'exportation.

Si l'on met en regard le poids de l'éducation par rapport aux autres secteurs de l'économie, la comparaison est également favorable. L'Australie place son marché de l'éducation au quatrième rang de ses exportations.

Au Canada, l'éducation représente un poste majeur d'échanges commerciaux avec certains pays (44 % des exportations du pays vers l'Arabie Saoudite, 28 % avec l'Inde...).

Cinq études majeures et dix pays étudiés :

- États-Unis ;
- Royaume-Uni ;
- Australie ;
- Canada ;
- étude comparative allemande couvrant six pays européens.

États-Unis

740 000

étudiants étrangers,
= 25,2 Mds d'euros
et plus de 340 000
emplois

► Les États-Unis

Chaque année, la NAFSA (*Association of International Educators*) publie des statistiques sur la contribution des étudiants internationaux à l'économie américaine.

L'apport économique

Pour l'année 2013-2014, celui-ci s'élevait à l'équivalent de **25,213 milliards d'euros**. Après retrait des frais pour le pays (6,768 milliards d'euros), puis ajout des dépenses des personnes à charge des étudiants (309,4 millions d'euros) **la contribution nette globale à l'économie américaine est évaluée à 18,754 milliards d'euros**. Si on se limite à la contribution nette personnelle des étudiants, cette contribution avoisine 18,445 milliards d'euros.

Cet apport économique brut a doublé en 10 ans (12,160 milliards d'euros en 2003/2004), comme la contribution nette. On observe une accélération de la progression (+ 11 % sur la dernière année, + 8,7 % l'année précédente, + 8,1 % l'année d'avant).

Création d'emplois

En matière de création d'emplois, on estime qu'environ 3 emplois sont créés en moyenne pour 8 étudiants internationaux inscrits aux États-Unis. L'étude fixe ce chiffre à 340 007 emplois dont 36 % (123 465) seraient des créations directes et 64 % (216 542) des créations indirectes, ce qui représente une progression de 8,5 % sur un an.

► Le Royaume-Uni

Selon un rapport récent¹ publié par *Universities UK* qui représente les universités du Royaume-Uni, « L'impact des universités sur l'économie britannique », en 2011-2012, les universités britanniques comptaient **435 235 étudiants internationaux** (soit 17% du total de la population étudiante).

Forte croissance des revenus internationaux

Au cours de cette année, le secteur de l'enseignement supérieur au Royaume-Uni aurait généré des revenus à l'exportation estimés à **13,7 milliards d'euros**.

Sur ce montant global, 4,8 milliards d'euros (soit 46 % du total) sont issus de dépenses de biens et services d'étudiants et 4,6 milliards d'euros (34 %) de frais de scolarité. Au total, près de 20 % des revenus générés par le secteur de l'enseignement supérieur et 18 % des créations d'emplois peuvent être attribués à l'inscription d'étudiants non originaires de l'Union européenne.

Forte hausse du financement des universités

20,3% des ressources des universités britanniques sont d'origine internationale (incluant les frais de scolarité, les fonds de recherche et d'autres revenus). Cette part des ressources internationales est en forte croissance ces dernières années, passant de 12,5% à plus de 20% entre 2008 et 2012.

Frais de scolarité

Ils s'élèvent à 4,1 milliards d'euros de la part des étudiants non issus de l'Union européenne (UE). Les étudiants originaires de l'UE paient, quant à eux, des frais estimés à 0,5 milliards d'euros².

Création d'emplois

En matière de création d'emplois, le marché des étudiants internationaux a généré plus de 62 380 emplois équivalent temps-plein en dehors des campus.

Dépenses individuelles et nationales

Les dépenses pour les étudiants non européens (70 % du total des internationaux) sont estimées à 30 326 € à l'année, dont un peu plus de 50 % reviennent directement à l'université (frais de scolarité, dépenses de logement...).

Ce rapport a calculé qu'au niveau de l'économie nationale, l'inscription d'un étudiant non ressortissant de l'Union européenne génère en moyenne 58 971 € de dépenses et près d'un demi-emploi équivalent temps plein.

► L'Australie

En 2009, un premier rapport intitulé *The Australian Education Sector and the Economic Contribution of International Students*³ chiffrait à plus de 9,8 milliards d'euros la contribution directe des étudiants internationaux à l'économie australienne (et à environ 8,75 milliards d'euros leur contribution indirecte).

Plus récemment, une note du groupe des 8 intitulée « Les étudiants internationaux et leur rôle dans l'économie australienne »⁴, indique que l'éducation représente le quatrième marché à l'export du pays, après le minerai de fer, le charbon et l'or et génère **10,5 milliards € par an**, loin devant toute autre activité de services. Chiffre comparable à l'estimation d'une autre étude menée par le Cabinet Deloitte en 2012.

Soutien indirect aux étudiants locaux

L'impact économique des étudiants internationaux dépasse largement celui de leurs dépenses et des frais de scolarité. De façon implicite, le rapport

1- Avril 2014

2- Il est important de souligner qu'en 2011 la Grande-Bretagne a très fortement augmenté les frais d'inscription pour les étudiants nationaux ou membres de l'Union Européenne (environ 9.000 £), en autorisant le dé plafonnement pour les étudiants hors UE, les établissements étant autorisés à fixer librement le montant.

3- ACPET, 2009

4- Étude publiée en mars 2014 par un regroupement de 8 universités d'élite du pays. En 2012, l'Australie a accueilli 249588 étudiants selon l'Unesco.

souligne que les étudiants internationaux aident à financer d'autres activités universitaires. En outre, selon une étude de 2011, les frais payés par les internationaux financent les études d'un étudiant national à hauteur de 10 %. A noter qu'ils représentent à eux-seuls 16 % des budgets de fonctionnement des universités australiennes avec leurs seuls droits d'inscription.

Création d'emplois

Selon une étude du cabinet Deloitte pour l'ACPET, en 2011 l'ensemble des étudiants internationaux auraient généré la création de 126 886 emplois pour l'économie du pays, soit 0,29 emploi généré par étudiant étranger accueilli¹. L'étude « *Group of Height* » effectuée ce calcul sur une base inférieure d'environ 300 000 étudiants pour l'essentiel étudiants dans le supérieur (estimation UNESCO 2012 = 249 588). Elle confirme cette estimation à 0,29 pour l'année 2013.

Impact touristique

Selon une enquête de l'organisme *Tourism Research Australia*, sur dix étudiants internationaux, 3 membres de la famille et 2 amis viendront leur rendre visite de l'étranger. Rapporté à l'ensemble des étudiants internationaux, cela signifie que ces derniers attirent 160 000 touristes étrangers chaque année. Par ailleurs, on estime que chaque touriste dépense en moyenne 1 400 € pendant son séjour. Soit 224 millions d'euros de recettes touristiques associées. Enfin, les étudiants internationaux sont aussi fortement susceptibles de revenir en Australie après l'obtention de leur diplôme.

Les auteurs de la note concluent que l'importance du marché éducatif australien à l'export dépasse largement ce qui est généralement estimé, compte tenu de la taille de la population et de la structure économique du pays.

► Le Canada

Selon la mise à jour 2012 de l'étude² « Impact économique du secteur de l'éducation internationale » du cabinet *Roslyn Kunin & Associates*, qui fait référence à l'année 2010, le Canada a accueilli plus de 218 200 étudiants internationaux en séjour prolongé (six mois ou plus)³.

Selon cette étude, le montant total des dépenses effectuées par les étudiants internationaux au Canada, en longs séjours, est estimé à l'équivalent de **4,897 milliards d'euros**⁴ (dépenses en frais de scolarité, en services de logement et dépenses diverses), soit environ **3,45 milliards d'euros en contribution au PIB, plus de 70 000 emplois et 281 millions d'euros de recettes publiques perçues par le gouvernement.**

Ramené à l'étudiant, cette étude fixe à environ **22 442 € la dépense annuelle moyenne d'un étudiant, en seuls frais de scolarité et dépenses courantes.**

Tourisme

Outre les impacts économiques résultant des dépenses effectuées par les étudiants pour les droits de scolarité, les frais connexes et les dépenses de la vie quotidienne, on estime que 238 millions d'euros par année peuvent être attribués aux activités supplémentaires liées au tourisme et générées directement par les étudiants internationaux ou indirectement par la visite de leurs proches pendant le séjour, soit 132,8 millions d'euros de contribution au PIB et 5 500 emplois attachés.

Emploi

L'étude évalue à 70 240 les emplois générés au Canada par les services d'éducation internationale sur les seuls séjours longs auxquels s'ajoutent 10 780 emplois de courts séjours (stages de langue).

Recettes fiscales

Les gouvernements tirent également profit des services d'éducation internationale. Au Canada, le montant total des impôts indirects nets perçus en 2010 était estimé à 322 millions d'euros (y compris les recettes fiscales générées par les étudiants internationaux en séjour prolongé et à courte durée de séjour ainsi que par les activités touristiques).

Cette étude met en évidence le poids, très important parfois, de l'éducation internationale dans les échanges économiques avec certains pays. Ainsi, ce poids représentait en 2010 44 % des échanges avec l'Arabie Saoudite, 28 % avec l'Inde, 19 % avec la Corée du Sud et 14 % avec la France.

► L'Europe : une étude comparative pour six pays

Publiée en novembre 2013, l'enquête « L'impact financier des étudiants internationaux en mobilité sur l'économie du pays hôte » a été pilotée par le service d'échange académique allemand (DAAD) du Ministère fédéral de l'Éducation et de la Recherche (BMBF) et réalisée par le cabinet Prognos AG.

Six pays sont étudiés : l'Allemagne, l'Autriche, l'Espagne, les Pays-Bas, la Pologne et la Suisse.

Dépenses

En 2011, les quelques 160 702 étudiants étrangers accueillis en Allemagne ont dépensé 1 531 milliards d'euros, ce qui représente la plus forte consommation comparativement aux dépenses effectuées dans les cinq autres pays étudiés, mais reste très

Canada
218200
étudiants étrangers,
= 4,9 Mds d'euros
et plus de 70 000
emplois

1- base : 426 748 étudiants regroupant sans doute les cours séjours linguistiques

2- Source <http://www.international.gc.ca/education/report-rapport/economic-impact-economique/index.aspx?lang=fra>

3- Il est à noter que selon l'UNESCO, le nombre d'étudiants internationaux accueillis au Canada est de 106 284, soit deux fois moins.

4- 8,046 milliards de dollars canadien (1\$ canadien = 0,70747 €)

éloigné des estimations des autres études sur le thème, dans le monde.

En Suisse, compte tenu du coût élevé de la vie, les étudiants dépenseraient environ 19 500 € par an, alors qu'en Pologne, où le coût de la vie est plus bas, la somme de dépenses se limiterait à 4 800 €. Dans les autres pays de l'enquête, l'argent dépensé par les étudiants pour le logement et les dépenses courantes varierait de 9 000 € en Espagne à 11 400 € aux Pays-Bas.

Création d'emplois

En Allemagne, la création d'emplois induits s'élèverait à un total de près de 22 000 emplois en 2011 ; en Pologne 5 700 emplois ; aux Pays-Bas 5 000 emplois ; en Autriche 8 800 emplois ; en Espagne 11 500 emplois et en Suisse 4 100 emplois¹.

Coûts financiers

Le coût moyen pour le pays est estimé par l'étude de 2 900 € en Pologne à 22 500 € en Suisse. Avec

environ 11 900 €, l'Allemagne se situe dans une tranche moyenne, comme l'Autriche qui dépense en moyenne 11 200 € et les Pays-Bas 10 500 €. En revanche, l'Espagne se situerait nettement en dessous, à environ 8 000 €².

Effets à long terme

Une seconde partie de l'enquête aborde les effets à long terme de la mobilité pour les diplômés internationaux qui s'établissent dans le pays d'accueil afin d'y travailler. Des effets qui se mesurent là encore en dépenses courantes, créations d'emplois induits, mais aussi taxes et impôts, qui se révèlent positifs et d'un montant par tête supérieur aux bénéfiques à court terme. Mais en matière de rapport coûts/bénéfices, l'enquête insiste sur le fait que les investissements publics pour la formation des étudiants internationaux ne peuvent être amortis que sur plusieurs années, selon le pourcentage de diplômés choisissant de rester dans le pays d'accueil (taux de rétention), créant ainsi une richesse supplémentaire, par le biais des cotisations sociales et des impôts.

Ce que nous apprennent ces études

Les puissances publiques des grands pays d'accueil de la mobilité internationale étudiante ont pris conscience de l'importance des retombées économiques de ce marché en pleine expansion.

L'analyse des cinq études majeures décrites dans cette note montre que ces apports sont estimés de façon très variable mais toujours importants dans les échanges commerciaux et les économies des pays d'accueil. C'est pourquoi ils en mesurent de plus en plus précisément les impacts et agissent en conséquence pour capter un plus grand nombre de ces étudiants sources de richesses pour le pays d'accueil.

Le sujet est d'autant plus étudié que la tendance générale est à l'augmentation des dépenses des étudiants dans les pays où ils partent étudier. Cette tendance à la hausse peut avoir deux causes concomitantes : l'augmentation des frais payés par les étudiants (par exemple, la forte hausse des frais d'inscription au Royaume-Uni) et la hausse progressive du pouvoir d'achat moyen des étudiants, liée au développement des classes moyennes dans les pays émergents. De plus en plus, au-delà du plaisir de découvrir le monde, les étudiants estiment que faire des études à l'étranger est un tremplin professionnel, notamment pour rejoindre les grandes entreprises internationales.

Les retombées générées par les étudiants étrangers dans le pays d'accueil sont à la fois directes par le biais des dépenses et frais de scolarité mais elles représentent aussi un gisement de création d'emplois qui se comptent par dizaine de milliers. L'accueil des étudiants internationaux constitue par ailleurs, dans certains pays, une source de financement pour les établissements d'enseignement supérieur, souvent confrontés à la stagnation des finances publiques. L'Australie l'a chiffré en 2011 en estimant que les frais payés par les internationaux

financent 10 % du coût d'étude des étudiants nationaux.

Enfin, et au-delà des dépenses directement liées à la vie courante des étudiants, plusieurs études mettent l'accent sur l'ampleur des retombées de la présence des étudiants étrangers. Parmi les effets de levier figure le tourisme de la famille et des proches qui rendent visite à l'étudiant et en profitent pour découvrir le pays d'accueil.

En revanche, ces études, centrées sur les impacts économiques se sont moins intéressées à d'autres bénéfiques, il est vrai plus complexes à chiffrer, mais bien réels, pour le pays d'accueil.

Ces autres bénéfiques parfois appelés « diplomatie d'influence » ou encore *soft power*, regroupent tout ce qu'un séjour dans un pays peut générer comme impact positif. Le fait, pendant le séjour, d'apprendre la langue du pays, de mieux comprendre sa culture, son histoire, de découvrir sa population, de lier des relations amicales etc. sont autant de facteurs favorisant l'attachement durable de l'étudiant au pays qui l'a accueilli et lui a permis d'enrichir ses connaissances et de mieux s'insérer ensuite dans le monde professionnel. Nombre de ces étudiants deviendront des cadres décideurs en entreprises, des responsables politiques, des journalistes, des lobbyistes, des écrivains... S'ils ont aimé le pays qui les a accueillis, ils en deviendront d'excellents ambassadeurs, capables de créer et nourrir un lien qualifié avec leur pays. Les relations entre les pays et les acteurs économiques ou politiques de ces pays, qu'elles soient commerciales, culturelles ou politiques, se nourrissent de ces liens.

Accueillir des étudiants étrangers n'est donc pas seulement une source de richesses immédiates, mais aussi une source de prospérité économique et d'influence diplomatique à long terme.

1- Le ratio nombre d'étudiants étrangers/emplois créés varierait donc de 0,14 (Allemagne) à 0,23 (Pologne).

2- Phénomène corrélé au moindre coût pour le pays ? Entre 2008 et 2011, la progression du nombre d'étudiants accueillis par l'Espagne a été quatre fois plus rapide que l'ensemble des 5 autres pays cumulés (+66% vs +16%).

Tableau comparé – synthèse des informations clés

Pays	Année de référence	Nombre d'étudiants internationaux pris en compte dans l'étude (1)	Dépense publique moyenne / étudiant (*)	Dépenses annuelles moyennes de l'étudiant (€)	Apport Global des étudiants (Milliards €) (2)	Frais de scolarité (milliards €)	Dépenses vie quotidienne (milliards €)	Valeur ajoutée brute immédiate / étudiant	Valeur ajoutée nette immédiate / étudiant (5)	Nombre d'emplois créés/ étudiant	Nombre total d'emplois créés	Revenus touristiques (en Millions d'€)	Source Enquête
France	2013/2014	295 084	9 990 €	12 958 €	4,654	0,564	3,260	15 772 €	5 782 €	nd	nd	467	Etude Campus France : « L'impact économique des étudiants étrangers en France » (Nov. 2014)
États-Unis	2013/2014	886 052	7 639 €	28 455 €	25,213	13,828	11,365	28 805 €	21 166 €	0,38	340 007	nd	http://www.nafsa.org/Expore_International_Education/ImpactData_And_Statistics/the_International_Student_Economic_Value_Tool/
Royaume Uni	2011/12	435 235	nd	58 971 € ou 30 326 € (3)	13,7	4,6	9,1	nd	nd	0,14	62 380	nd	http://www.universitiesuk.ac.uk/highereducation/Pages/ImpactOfUniversities.aspx#VZK03M6u8
Canada	2010	218 200	nd	22 443 €	4,897	nd	nd	17 098 €	nd	0,32 à 0,34	75 740	238	http://www.international.gc.ca/education/rapport-rapporteconomic-impact-economique(oc-dm).aspx?lang=fra
Australie	2011 & 2013	249 588	nd	24 767 €	10,5	nd	nd	35 447 €	32 002 €	0,29	126 886	224	http://www.acpet.edu.au/uploads/files/Oelette%20ACPET%20Economic%20Contribution%20of%20International%20Students%20FEB01%20%20%20Exec%20Summary%20.pdf https://o88.edu.au/sites/default/files/docs/publications/international_students_in_higher_education_and_their_role_in_the_australian_economy.pdf
Allemagne	2011	160 702	11 900 €	9 527 €	1,531	nd	nd	7 960 €	nd	0,14	22 000	nd	
Autriche	2011	59 000	11 200 €	11 186 €	0,66	nd	nd	9 196 €	nd	0,15	8 800	nd	
Espagne	2011	73 000	8 000 €	9 000 €	0,658	nd	nd	7 968 €	nd	0,16	11 500	nd	
Pays-Bas	2011	34 000	10 500 €	11 400 €	0,338	nd	nd	9 384 €	nd	0,15	5 000	nd	
Pologne	2011	24 000	2 900 €	4 800 €	0,116	nd	nd	3 925 €	nd	0,24	5 700	nd	
Suisse	2011	23 000	22 500 €	19 500 €	0,446	nd	nd	17 518 €	nd	0,18	4 100	nd	https://eu.daad.de/media/eu/publication/erasmus/englische_studie.pdf

Légende : Chiffres bleus = chiffres non précisés dans le rapport d'enquête mais calculés à partir des données fournies dans l'étude.

(1) Selon l'UNESCO, en 2012, les dix premiers pays d'accueil des étudiants internationaux étaient : les Etats-Unis (740 482 étudiants), le Royaume-Uni (427 686), la France (271 399), l'Australie (249 588), l'Allemagne (206 986), la Russie (173 627), le Japon (150 617), le Canada (120 960), la Chine (88 979) et l'Italie (77 732).

(2) États-Unis: contribution nette à l'économie, Australie et Royaume-Uni : revenus à l'exportation, Canada & Europe : dépenses totales

(3) Chiffres calculés pour les étudiants internationaux non européens (58 971 €) ou européens (30 326 €)

(4) http://www.acpet.edu.au/uploads/files/Reports_Submissions/2013/Economic-Contribution-Executive-Summary.pdf

(5) Valeur ajoutée pendant le séjour d'études. Ce chiffre comprend l'apport économique des proches pour les États-Unis (qui vivent avec l'étudiant) et la France (qui rendent visite à l'étudiant).

(*) sources dépenses publiques <http://www.oecd.org/edu/Regards-sur-l-education-2014.pdf>

Directeur de la publication : Antoine Grassin, Directeur général

Comité éditorial : Antoine Grassin, Directeur général ; Béatrice Khaiat, Directrice générale adjointe ; Anne Benoit, Directrice des Études et de la Communication ; Didier Rayon, Responsable Études & Recherches ; Sylvie Danon, Attachée de presse.

Informations méthodologiques et interprétation des résultats :
dider.rayon@campusfrance.org

Contact presse Campus France :
sylvie.danon@campusfrance.org

Didier Rayon, Responsable Études et Recherches, a entièrement piloté l'étude depuis sa méthodologie, jusqu'à l'analyse et les conclusions. Il a également rédigé la note dans son intégralité, avec l'aide de Mathieu Oui, Consultant, pour la partie documentaire sur les études des autres pays d'accueil.

Ce document est un extrait de l'étude : « *Au-delà de l'influence : l'apport économique des étudiants étrangers en France* ».

Dans le cadre des travaux de l'Observatoire Campus France de la Mobilité étudiante, une analyse approfondie complètera cette étude selon de multiples éclairages : Type d'établissements fréquentés (*Universités, Écoles de commerce, Écoles d'ingénieurs...*), profil sociodémographique des étudiants, niveau d'études, origine géographique, etc.

Édition : Anne Benoit, anne.benoit@campusfrance.org

Réalisation : Studio Boss - Paris

Impression et diffusion : Desbouis Grésil Imprimeur

Campus France

Agence française pour la promotion de l'enseignement supérieur, l'accueil et la mobilité internationale

28 rue de la Grange aux Belles
75010 Paris

www.campusfrance.org

Les Notes Campus France sont imprimées sur papier PEFC-FSC issu de forêts gérées durablement.

Novembre 2014

ISSN 2117-8348

Placé sous la tutelle des Ministères chargés des Affaires étrangères et de la Recherche, Campus France a pour principales missions la promotion et la valorisation de l'enseignement supérieur français à l'étranger, l'accueil des étudiants étrangers en France et la gestion des boursiers des gouvernements français et étrangers.

